

Congrès de Perpignan

Intervention de Christian CHEVALIER, secrétaire général du SE-Unsa

28 mars 2017

Mesdames, messieurs,
Chers amis, chers camarades,

Bienvenue à Perpignan. Merci à nos invités pour leur présence. Merci à toutes les délégations départementales et académiques d'avoir fait le déplacement en nombre pour, au cours de ces trois jours, finaliser ensemble notre projet syndical

Et permettez-moi de saluer aujourd'hui tout particulièrement nos camarades guyanais, qui jusqu'au dernier moment, n'était pas certains de pouvoir nous rejoindre et de leur dire ici toute notre solidarité et notre soutien dans cette période où leur département connaît une mobilisation sociale générale d'ampleur inégalée.

Notre congrès se tient à un jet de pierre de l'élection présidentielle. Un scrutin qui se déroule dans une période politique incertaine, voire anxiogène, au regard de ses enjeux et d'un contexte international qui ne cesse de se tendre. Une élection dont personne ne peut aujourd'hui prédire le résultat, tant la campagne est atypique et l'électeur déboussolé.

Avec l'annonce du retrait du président de la République, ce scrutin avait déjà pris une tournure inhabituelle. Depuis, le scénario s'écrit au jour le jour, apportant son lot de surprises, de rebondissements, de revirements. Les effets de scène auront largement pris le pas sur le contenu, avec pour conséquence une campagne qui ressemble plus à une tragi-comédie qu'à un espace démocratique où des projets de société, des conceptions économiques ou des visions d'avenir sont débattues pour éclairer le choix de nos concitoyens.

Ces péripéties en disent long sur l'état de notre système politique. Chacun perçoit que l'ordre ancien s'étirole, mais pour autant personne n'est aujourd'hui en capacité de prédire à quoi ressembleront le monde

de demain et la gouvernance qui l'accompagnera. Tous les indicateurs semblent nous dire que nous sommes engagés dans un de ces moments particuliers et incertains de rupture ou de basculement que connaît l'histoire.

Des forces contradictoires s'affrontent. Là où il faudrait que les faits, la raison l'emporte, ce sont les peurs et les angoisses que l'on attise. Là où il y a nécessité de se rassembler et d'être solidaires, ce sont le repli, le rejet et l'enfermement qui prévalent.

Cela est d'autant plus inquiétant que ce mal se propage au sein du monde occidental et ronge nos espaces démocratiques de débats et de liberté.

Dans notre pays, nous payons sans aucun doute l'aveuglement d'une classe politique aux affaires – et dans les affaires- depuis bien longtemps, qui n'a pas su, installée dans ses schémas, renouveler à temps ses projets et ses pratiques : dogmes, réflexes claniques, cumul et durée des mandats, parité à géométrie variable, renoncements de campagne, routine politique, éthique jetée aux orties, affaires judiciaires et j'en passe... l'éloignant toujours plus des préoccupations concrètes et urgentes de nos concitoyens. Ainsi, cet entre soi politique, ajouté aux dégâts sociaux d'une crise économique qui n'en finit pas, aura largement participé à la montée de l'extrême droite dans notre pays.

Une extrême droite aux portes du pouvoir, installée sur un socle électoral fidèle qui se densifie et touche toutes les strates de la société comme tous les territoires.

Une extrême droite qui, malgré ses turpitudes, continue d'agrèger là où les partis traditionnels de gouvernement s'effritent et se divisent.

Une extrême droite qui donne désormais le La dans les débats publics et dont les thèmes grignotent méthodiquement les esprits. À tel point que les digues se fissurent dangereusement et qu'à force de se vouloir décomplexée la droite républicaine se trouve désormais largement gangrénée.

Il n'est qu'à observer combien elle singe, au-delà de toute décence, les attitudes de l'extrême droite. Ce qui se passe concernant la justice ou les médias est alarmant. Il est en effet des libertés qui sont des marqueurs puissants de la santé démocratique d'une nation. La liberté de la presse, tout comme la liberté syndicale du reste, fait partie de ces contre-pouvoirs indispensables à l'exercice des responsabilités politiques.

Ainsi, lorsque les pratiques inconvenantes d'un candidat à la présidence de la République sont épinglées, preuves à l'appui, il convient de se féliciter de l'enquête menée par la presse. Informer les citoyens et interroger sur la duplicité, les petits arrangements avec la loi, voire les malversations, ne peut être que salutaire.

Pourtant, ce qui, dans certains pays, ne souffre aucune contestation, prend dans l'hexagone des airs de lèse-majesté comme si démasquer les puissants relevait d'une inconcevable transgression. À tel point, que la riposte s'organise. On met la presse et les journalistes au pilori, on encourage à les huer copieusement lors de meetings, on les moleste, on les brutalise parfois. Des actes qui se multiplient, révélateurs du durcissement de politiques aux abois.

Il y a quelques semaines la présidente du FN menaçait de représailles des fonctionnaires policiers ou magistrats simplement parce qu'ils accomplissent leurs missions dans des affaires dérangeantes la concernant. Cela est insupportable mais révèle bien la nature profonde de ce parti. Non les fonctionnaires ne sont pas des milices partisans. Ce sont des hommes et des femmes intègres, loyaux et respectueux des alternances politiques. C'est cela le cœur de notre République.

Les dérives autoritaires et liberticides ne sont plus très loin, d'autant moins lorsque que l'on observe qu'aujourd'hui le modèle de l'homme d'état est, pour cette droite réactionnaire largement incarné en Vladimir Poutine, c'est dire ! Un autocrate qui sans vergogne s'assoit sur les droits de l'homme et vient il y a quelques jours de dépénaliser les violences conjugales...et cela au nom des valeurs familiales...

On ne combat efficacement que ce que l'on nomme clairement. Notre ennemi c'est le Front National. Nous ne nous déroberons pas devant cette bataille. D'une part parce qu'elle est juste, et d'autre part parce qu'elle est consubstantielle à notre histoire syndicale et à celle des hommes et des femmes qui, pour défendre la république, la démocratie et nos libertés fondamentales, ont été mis au ban, ont souffert dans leur chair ou l'on payé de leur vie.

Et arrêtons d'imaginer que tout cela n'est que fadaïse, fiction et qu'au pays des lumières nous sommes encore éclairés à tous les étages ! Rappelons-nous seulement que le Brexit comme l'élection de Trump ont détrompé toutes les boules de cristal....

Dans un tel contexte, la question du rassemblement des progressistes, des humanistes, des républicains se pose à nous. Nous ne devons pas nous dérober devant nos responsabilités. Face au risque plus que sérieux de voir la candidate du front national accéder au pouvoir, il faut tout mettre en œuvre pour empêcher sa victoire à la présidence de la République.

C'est dans ce contexte électoral, où les questions éducatives sont mal traitées (et maltraitées) que nous avons décidé d'interpeller les candidats sur les sujets qui nous préoccupent. Pour ce faire, nous avons saisi l'opportunité de ce congrès et de cette proximité avec le scrutin présidentiel pour en faire un évènement.

Nous avons laissé de côté le traditionnel vadémécum des revendications remis aux candidats, et nous avons fait le choix d'une expression directe, celle de nos collègues à travers une enquête d'opinion conduite en partenariat avec l'IFOP. Une enquête les interrogeant sur leurs attentes vis-à-vis du prochain locataire de l'Élysée.

Un sondage donc qui ne passera pas par le filtre syndical, qui pourrait nous surprendre par ses résultats et les points de vue exprimés par nos

collègues... Mais une surprise toute salubre, sauf à représenter un syndicalisme hors sol, dogmatique, éloigné des réalités vécues ou ressenties par la profession.

A l'issue de mon intervention, Jérôme Fourquet de l'IFOP viendra nous présenter les résultats de ce sondage et nous en livrer ses analyses.

Mais j'en reviens à notre activité syndicale et au cœur de notre action.

Plus qu'un complément au rapport d'activité, il me semble collectivement utile de tirer, à cette tribune, les enseignements de notre dernier mandat syndical, un mandat qui court depuis le congrès de Marseille en 2013. Un mandat syndical qui, de fait, se superpose très largement avec l'activité de ce quinquennat et notamment pour ce qui nous concerne, son volet éducatif.

Je n'hésite pas à dire ici que ce que notre syndicat a vécu, à l'échelon national, durant cette période, est exceptionnel.

Exceptionnel par l'ampleur et la cohérence des chantiers ouverts et des réformes entreprises,

Exceptionnel par la densité du dialogue social,

Exceptionnel par le nombre des avancées corporatistes et financières obtenus pour l'ensemble de nos collègues.

En résumé, exceptionnel car cette période a vu la concrétisation d'une grande partie de nos revendications et de nos mandats.

Je suis trop dithyrambique ? J'exagère me direz-vous?

Alors, prenons un moment pour regarder dans notre rétroviseur syndical (celui de gauche...) et ravivons ensemble nos mémoires. Ce sera le quizz du jour :

Que reste-t-il de significatif du passage de Luc Chatel rue de Grenelle ? De celui de Xavier Darcos ? De Gilles De Robien ? Avant lui de François Fillon (et oui on a déjà oublié, mais il fut ministre de l'Education de Jacques Chirac) ? De Luc Ferry ? De Jack Lang ? De Claude Allègre ?...

je m'arrête là...Et on a déjà rétro-pédalé jusqu'en 1997, il y a tout juste 20 ans ! 20 ans et 9 ministres...

En quoi, au cours de ces années, leur passage au ministère a-t-il modifié en profondeur notre système éducatif? En quoi a-t-il traité sur le fond et la durée la question du creusement des inégalités scolaires liées aux origines sociales ? En quoi a-t-il revalorisé l'ensemble des personnels ? Bref en quoi ces ministres ont-ils modifié, sur cette durée, un système éducatif que chacun s'accorde à considérer comme inégalitaire, injuste, trop hiérarchisé et peu adapté à un monde en mutation, un système, qui plus est, qui n'a cessé de se dégrader au cours de cette période au détriment des plus démunis.

Car ce sont bien là les questions, au fond très politiques, qu'il faut que nous posions ici ! La réalité de ces 20 années, ce furent au mieux quelques « rustinages » au coup par coup, au pire de la provocation gratuite et insultante et entre les deux une gestion sans vague ni conflit de confortables statu quo.

Alors oui, je le redis, nous venons de vivre dans notre ministère un quinquennat d'hyperactivité et de cohérence comme on en trouve peu dans l'histoire du système éducatif. Une période remarquable à 3 titres : D'un point de vue éducatif, d'un point de vue des personnels et d'un point de vue du dialogue social.

Sur le plan éducatif, cette période aura été dense et positive. Cette densité est due pour l'essentiel à la loi de refondation de l'Ecole de la République, dite loi Peillon. En effet, pour la première fois, depuis fort longtemps, une loi largement discutée en amont avec l'ensemble des acteurs représentatifs, autres que les parlementaires, aura su tracer un cap et projeter un dessein cohérent pour notre système éducatif. Pour la première fois, c'est une vision politique systémique qui nous a été offerte en lieu et place des accommodages et des emplâtres de circonstance.

Notre système éducatif a enfin été abordé pour ce qu'il est, c'est-à-dire un entrelacs d'objectifs et d'intérêts parfois contradictoires, de discours politiques et d'attentes sociales au mieux idéalisées, au pire instrumentalisées. Un système lourd qui gémit sur ses dysfonctionnements mais au fond s'en accommode très largement... C'est aussi un agencement techniquement complexe, d'emplois du temps, de moyens, de personnels, de carrières, de droits... bref un enchevêtrement interdépendant de multiples facteurs. Traiter cet effet mikado du système, où toute modification d'un paramètre en impacte d'autres, est en effet un casse-tête qu'il faut résoudre en toute cohérence.

Cette loi a donc posé de solides rails dont les 3 ministres qui se sont succédé rue de Grenelle n'ont pas dévié, permettant ainsi de dérouler, dans la durée, le fil d'une rénovation politiquement et pédagogiquement indispensable.

Ainsi cette loi et ses multiples déclinaisons auront enfin permis de trancher un débat en suspens depuis plus de 40 ans dans notre pays, 40 années gaspillées au cours desquelles les organisations syndicales auront âprement ferrailé entre elles sur leur conception du collège, imposant jusqu'ici un improbable statu quo...

Cette loi de 2013 a enfin tranché. Sans ambiguïté aucune. Le collège s'inscrit désormais dans la logique des apprentissages entamés à l'école primaire. Exit le petit lycée à entrées essentiellement disciplinaires et à visée sélective. Le bloc de la scolarité obligatoire arrime solidement l'un à l'autre l'école et le collège notamment à travers le cycle 3 et le conseil commun école/collège. Appuyé sur le socle commun de connaissances, de compétences et de culture, ce bloc cohérent doit désormais avoir été acquis par chaque élève. C'est un mandat historique de notre syndicat, trouvant son origine dans le concept « d'école fondamentale » dès le milieu des années 70, qui trouve enfin sa concrétisation.

Je ne peux pas être exhaustif sur toutes ces évolutions éducatives (programmes, priorité au primaire, plus de maitres que de classe, réforme du collège...), je voudrais juste insister sur un autre aspect de cette refondation qui me parait important. C'est la mise en place du PEDT, le projet éducatif de territoire. C'est aussi un basculement majeur : le temps de l'enfant est enfin pris dans sa globalité sur la journée, la semaine et l'année, contraignant les différents acteurs à se parler, à se coordonner, et à avancer de concert.

- **Sur le plan des personnels**, aussi, cette période aura été majeure par la multiplicité des dossiers traités mais aussi par les lignes de force qui ont été tracées:

C'est par exemple le rapprochement et le lissage des régimes indemnitaires entre le premier et le second degré, que porte notre identité syndicale et qui a enfin pris corps. La partie la plus visible en est évidemment la création (enfin !) de l'ISAE, pendant premier degré de l'ISOE en collège et lycée.

Au-delà c'est la remise à plat de tous les régimes indemnitaires afin de les harmoniser, de les mettre en cohérence, de les augmenter financièrement qui a occupé ces dernières années avec pas moins de 16 groupes de travail ministériels qui se sont étalés sur la quasi-totalité du quinquennat et qui viennent de s'achever ces derniers jours en CTM avec la présentation des ultimes décrets et textes d'application.

Et puis c'est le PPCR, parcours professionnels carrières rémunérations, cette revalorisation promise depuis trop longtemps au regard de la dégradation constante de nos rémunérations et des comparaisons avec nos homologues européens. Enfin, après des années d'expédients pour quelques-uns, une véritable revalorisation pour tous est en marche, une refonte des carrières, une lisibilité accrue, une équité consolidée et sur le déroulé d'une carrière professionnelle, un gain réel et des perspectives renforcées.

Cette période (on l'a déjà oublié...) c'est aussi celle de la remise à plat des fameux décrets de 50, régissant les ORS du second degré. Une mission que tout gouvernement jugeait impossible car à haut risque d'agitation syndicale et donc à péril politique. Finalement cette discussion a abouti car conduite dans le cadre d'un dialogue social respectueux et productif permettant de trouver un consensus syndical large, un compromis pour aboutir là-encore à plus de lisibilité et de transparence, sans provocation et sans remise en cause des acquis fondamentaux.

Troisième sujet, le **dialogue social. Il a été permanent et d'une densité rare.** C'est aussi cela ce que nous avons vécu, au plan national, durant ces quatre années. Heureusement du reste, car plus un sujet s'avère complexe, plus il nécessite du dialogue social intense et continu. Un vrai dialogue social qui respecte les représentants des personnels, mais surtout les considère à égalité en terme d'expertise, de maîtrise des dossiers ou de propositions. Là-encore cette période aura été particulièrement productive... en tout cas, pour les organisations qui, s'inscrivant dans ces logiques, ont développé une culture et donc des méthodologies de travail et de négociation permettant de faire bouger les lignes et d'obtenir des avancées.

Le dialogue social, c'est exigeant. Le dialogue social c'est contraignant et c'est précis. Cela nécessite un travail minutieux, étayé, argumenté, chiffré en amont...et cela contraint évidemment à mettre à distance les confortables postures car l'on s'engage, l'on assume ses mandats et donc ses responsabilités.

Se plaindre de l'indigence du dialogue social alors même que pour certains il ne se résume, en tout et pour tout, qu'à la seule lecture d'un sinistre et interminable monologue relève pour le moins de l'imposture.

Une négociation c'est une dynamique. C'est un processus en mouvement, loin d'une guerre de tranchée où chacun, s'épiant en chien de faïence, campe benoîtement sur ses positions, laissant, in

fine, celui qui détient le pouvoir, imposer ses choix et ses décisions de façon unilatérale.

Le Syndicat des enseignants de l'Unsa s'est pleinement inscrit dans ce processus de dialogue social, aussi bien dans ces phases visibles que dans des moments plus informels lors de bilatérales par exemple ou de tête à tête avec nos interlocuteurs de la rue de Grenelle, à Matignon ou encore à l'Élysée. Et c'est bien parce que nous avons su déployer ce travail patient, précis, collectif et crédible, tout au long de ces quatre années, que nous avons pu convaincre et ainsi décrocher de réelles avancées, pour un système éducatif plus juste et plus bienveillant pour nos collègues comme pour nos élèves.

Vous le voyez, au-delà des atermoiements, des crispations ou des coups de sang qui ont pu émailler le quotidien de cette période dense, les lignes de force qui s'en dégagent et qui sont toujours ce que retient finalement l'histoire, sont denses. Nous pouvons être fiers du rôle singulier et marquant que notre organisation le SE-Unsa aura tenu dans cette période car elle y aura joué sa partition en syndicat majeur.

Évidemment, on peut toujours mieux faire. Demeurent de nombreuses insatisfactions, des regrets et des ratés. Mais certainement pas au point de jeter aux orties ces innombrables avancées, sauf à considérer que ce quinquennat fut pire que le précédent en matière éducative, comme le ressassent avec constance, certains de nos concurrents tant dans les instances de dialogue social qu'auprès de nos collègues.

A l'Unsa, nous ne vivons pas, in vitro, dans un univers qui ignorerait les contraintes budgétaires, les tutelles politiques, l'environnement social, bref nous ne nous agitons pas dans une bulle aseptisée où tout se réglerait à coups de baguette magique ou de subtils sortilèges idéologiques.

De tels positionnements de mauvaise foi, ou pire agrippés à des orientations syndicales et politiques sectaires, autarciques ou calcifiées sont irresponsables. Irrresponsables et dangereux, car ils font le lit de

ceux qui ne rêvent que d'une chose, la dislocation de l'École de la République ! Notre école publique et laïque qui rassemble et forge, du mieux qu'elle peut, une jeunesse généreuse et ouverte sur le monde.

Si cette période, comme je viens de le décrire, s'est avérée utile et productive pour notre syndicat au plan national, force est de constater que c'est bien loin d'être le cas au plan local. Le dialogue social y demeure trop souvent indigent, majoritairement cantonné aux seules CAP ou comités techniques, des espaces qui sont au mieux des lieux de discussion sans lendemain, au pire des chambres d'enregistrement de décision déjà finalisées.

Il y a là un immense chantier à ouvrir. C'est un dossier très politique puisqu'il fait écho au sentiment grandissant de la société civile d'être tenue à l'écart d'orientations, d'arbitrages, de choix impactant directement la vie de tous les jours. Une part de responsabilité en revient à ces défaillances institutionnelles. Sans aucun doute le dialogue social est un antidote puissant face aux extrêmes.

Notre ministère ne peut donc plus s'exonérer de cette question de la qualité de la gouvernance locale et donc de la densité du dialogue social qui doit y être conduit, et cela d'autant moins qu'il en pâtit lui-même régulièrement, tant les distorsions entre les annonces faites rue de Grenelle et leurs interprétations locales sont légion. Un rectorat, ça ne peut pas être une baronnie autonome.

Cette culture du dialogue social n'est pas innée. Elle s'apprend. Elle se transmet. Elle obéit à des règles, à des méthodes, à des stratégies mais aussi à une connaissance fine de la géographie syndicale. Il est grand temps de sortir de l'amateurisme, voire de l'ignorance et donc de se poser la question du vivier de recrutement des recteurs, des DASEN, de leur formation et de la cohérence indispensable qui doit exister entre les orientations nationales et les marges de manœuvre que laisse la déconcentration.

Cette gouvernance bancal n'est sans doute pas complètement étrangère à la perception qu'ont nos collègues des évolutions proposées

au cours de cette période. Le baromètre de l'Unsa Éducation rendu public la semaine dernière pointe en effet le jugement sévère de nos collègues sur cette période. De multiples réformes en un temps contraint, un contexte politique anxiogène, des évolutions qui ne font pas l'unanimité, et sans doute un déficit d'accompagnement et de formation pour en faciliter l'appropriation, sont autant de facteurs qui viennent éclairer cette attitude faite de scepticisme, de rejet ou d'indifférence.

Cette période c'est aussi celle de révolutions silencieuses, de marqueurs importants qui peuvent, à bas bruit, bouleverser à terme notre système éducatif. Il s'agit des nouvelles modalités d'évaluation des profs et de la reconnaissance du travail des personnels exerçant en éducation prioritaire. Deux sujets qui prennent à rebrousse-poil l'existant et qui correspondent à des orientations politiques assumées que nous soutenons.

Concernant la reconnaissance de l'engagement des profs et personnels d'éducation exerçant dans l'éducation prioritaire, c'est une révolution qui voit le jour. Vous le savez, depuis des décennies, dans un système endormi sur ses lauriers, la gratitude de la nation se concentre sur le cercle très fermé des seuls professeurs qui se frottent à l'excellence et qui participent à la reproduction des élites. Avec cet adage : plus vos élèves sont doués et capables, plus vous avez besoin de temps de recherche, de préparation et de correction, moins vous devez d'heures de présence et mieux vous êtes rémunérés par la nation reconnaissante, car vous formez ses futurs cadres.

Désormais une nouvelle voie de reconnaissance est ouverte qui vient chambouler cet ordre établi. Sans remettre en cause la reconnaissance de l'excellence, pour la première fois, la gratitude de la nation, en termes de décharge de service, de régime indemnitaire, ou de priorité d'accès à la classe exceptionnelle, concerne ceux qui, chaque jour, se collent à la difficulté scolaire et au déclassement social, endurent les incivilités et parfois la violence, mais ne renoncent pas et s'échinent à inventer et à innover dans de telles conditions, car leur moteur c'est avant tout la

réussite des élèves. Et il faut les en remercier. Ces hussards polyvalents, inventifs et courageux méritent tout notre respect et celui de la nation.

C'est un changement de paradigme, qui prend à rebours l'histoire et la construction de notre système éducatif façonné pour forger une élite réduite, largement consanguine, et concentrant ses efforts et sa reconnaissance vers ceux qui lui prodiguent les meilleurs savoirs. On vient enfin de tirer les enseignements de la massification de l'enseignement et des difficultés auxquelles elle se heurte. Ainsi l'institution reconnaît que la qualité de l'enseignant ne se mesure pas à la seule aune de l'origine sociale et de l'excellence de ses élèves, mais bien à l'investissement qui est le sien pour les accompagner au mieux sur le chemin des apprentissages.

L'autre révolution, c'est celle de la réforme en profondeur de l'évaluation des personnels. Elle peut constituer un tournant majeur impactant le fonctionnement de notre système éducatif car elle met la professionnalité des enseignants au centre. En sortant d'un dispositif injuste, daté et stressant, on franchit un cap, celui de la bienveillance et de la reconnaissance à priori de la professionnalité des personnels.

En desserrant l'étau anxigène de l'inspection impromptue, en démontant les représentations obsolètes, en limitant le rapport entre l'évaluation et la carrière, en clarifiant les objectifs communs entre l'évaluateur et l'évalué, on crée désormais les conditions d'une professionnalité apaisée et d'une évaluation utile à l'enseignant comme au système.

On se concentre donc sur l'essentiel. Un essentiel qui est le métier, en le sortant du cadre trop étiqué de la classe ou de l'établissement, contraignant ainsi l'évaluateur à élargir son champ d'appréciation et à entrer ainsi de plain-pied dans des logiques d'accompagnement, de conseil et de suivi individuels ou collectifs. Avec la mise en place d'un entretien professionnel, les profs deviennent acteurs à part entière de leur évaluation et de leurs évolutions de carrière.

Cette démarche est responsabilisante pour chacun des acteurs concernés. Elle fait sauter le verrou de la pression hiérarchique pour entrer dans des logiques bienveillantes dont on connaît l'efficacité.

C'est donc une révolution culturelle pour nos collègues, mais aussi pour les corps d'inspection et d'encadrement. Elle mettra du temps à s'installer, à trouver ses marques. Comme toujours, elle se heurtera à des résistances, notamment de la part de ceux qui craignent de voir glisser entre leurs doigts des bribes de pouvoir. L'essentiel est ailleurs : ce sont des fenêtres qui s'ouvrent enfin, permettant à la liberté pédagogique de se déployer plus amplement, à l'innovation de fleurir, à la recherche pédagogique de se densifier. Au-delà, ce dispositif doit permettre aux enseignants de mettre en avant l'éventail de leur professionnalité et de tirer un trait sur des processus infantilisants. Tout système gagne à offrir de tels espaces de créativité, d'imagination et d'invention. C'est de ce bouillonnement pédagogique que peut émerger cette école durable et bienveillante que nous appelons de nos vœux.

La question de la GRH

Si de nombreuses évolutions peuvent trouver grâce à nos yeux, il est un angle mort dans notre ministère qui devient préoccupant. C'est celui de la gestion des ressources humaines. Avec un million de personnes à gérer, l'affaire n'est certes pas simple. Pour autant le sujet ne peut plus être repoussé aux calendes grecques.

Il est grand temps de dépasser la question de l'indispensable gestion des flux pour déboucher sur un traitement plus personnalisé des situations. Passer du NUMEN à l'humain. Du numéro à l'individu. Sortir de cette conception du prof, clone interchangeable, pour avancer vers la reconnaissance accrue des parcours, des capacités et des envies. Une telle approche peut permettre de répondre plus finement à la complexité des territoires, à la diversité des publics ainsi qu'aux situations d'apprentissage particulières qu'elles engendrent. Les nouvelles modalités d'évaluation, la pertinence et la qualité de l'entretien

professionnel, le développement professionnel, la formation continue sont des leviers qui doivent permettre d'avancer dans cette direction.

Au-delà, le ministère doit en tirer des conséquences en termes de mobilité individuelle aussi bien professionnelle que géographique. De même, la question de l'articulation entre vie pro et vie perso dans un métier de plus en plus féminisé doit être travaillée. La relation privilégiée qui devrait exister entre l'administration et ses agents a aussi de sérieux progrès à faire. Tout cela nécessite une impulsion politique appuyée, des recrutements de personnels administratifs en nombre et de la formation pour tous ceux qui sont concernés dans cette chaîne relationnelle.

Notre syndicat et notre syndicalisme

Au cours de ces quatre dernières années, vous le savez, vous l'avez vécu, notre syndicat aura été de tous les dossiers. Non pas pour systématiquement affronter, combattre, lutter, dénoncer, défendre, résister pour reprendre le vocabulaire d'un dictionnaire syndical qui en dit long sur une conception guerrière de son activité, mais bien au contraire largement pour construire, proposer, projeter, persuader, convaincre... bref être utile à notre système éducatif, à nos élèves et à nos collègues.

Nous avons donc construit, proposé -parfois défendu ou attaqué bien sûr-, sur la base des mandats et des revendications que nous avons élaborés ensemble à Marseille.

Nous avons tout au long de cette longue période tenu une ligne réformiste exigeante. Nous n'avons pas eu peur de notre ombre et encore moins de celle de nos concurrents qui, pour certains, nous ont parfois salement égratignés et malmenés.

Évidemment, et c'est bien normal, il y eu des doutes surtout face à des collègues hostiles à la réforme des rythmes ou à celle du collège. Il y eu des inquiétudes lorsque des adhérents fidèles, parfois militants, nous ont quittés. Évidemment cela bouscule, cela questionne...Quoi de plus légitime que de s'interroger, de douter même.

Mais malgré ces bourrasques, nous avons su, ensemble, tenir le cap. Nous n'avons pas lâché la barre de nos mandats et cela pour trois raisons majeures :

C'est qu'ici, le collectif fait sens.

C'est qu'ici, après les débats, c'est l'unité et la cohésion qui l'emportent.

Et c'est qu'ici nous croyons en la dynamique de notre projet

C'est durant cette période instable, et tout particulièrement en ces temps houleux de la réforme des rythmes que se sont tenues les élections professionnelles de 2014. J'y reviens. Des élections qui ont marqué un tournant majeur dans notre histoire et dont nous devons ici tirer ensemble les enseignements. Un scrutin à l'occasion duquel, malgré le contexte (ou à cause de lui) sous la casquette fédérale, nous avons progressé et cela de façon très significative. Comme jamais. Nous avons gagné en voix. Nous avons gagné en sièges. Et cela alors que nous pouvions, nous-mêmes, nous percevoir, dans cette période, comme à contrecourant d'une partie de la profession.

Que nous dit cet excellent résultat ? Il nous démontre, sans ambiguïté, que nous avons tout à gagner à être et à assumer ce que nous sommes. A revendiquer notre ADN. A surmonter l'écume des médias, ou encore à évaluer à sa juste mesure l'émoi de nos collègues et de nos adhérents.

Quand on porte une orientation politique rectiligne, que l'on s'y tient, qu'on l'explicite qu'on la défend et qu'on la promet, nous progressons ! Les zig-zag, les pas de côtés, les feintes ne durent qu'un temps, et vient alors le moment où l'on trébuche lourdement face à la ligne d'arrivée...

Notre foulée est désormais bien assurée. Elle l'est d'autant plus mes camarades, que cette élection nous a libéré des inquiétudes, des doutes et des frayeurs dont nous avons parfois du mal à nous défaire.

Cette affirmation de nous-mêmes, ce dépassement ajouté à la centaine de décharges syndicales dont nous avons bénéficié, nous ont permis de mener, depuis ces élections, une campagne de développement sans équivalent. Ainsi, depuis trois ans maintenant, c'est comme jamais que

nous recrutons de nouveaux adhérents. Bien sûr grâce au travail de proximité et de terrain que nous avons développé, que vous avez porté, grâce aux outils, aux différents kits mis à la disposition des militants pour engager le débat avec nos collègues, grâce aussi à leur formation qui s'est intensifiée, et aussi grâce à notre discours incisif et assumé aussi bien sur les enjeux éducatifs, nos revendications plus corporatistes ou notre conception du syndicalisme. Un syndicalisme utile, un syndicalisme en positif, un syndicalisme en dynamique, contrepoin des postures et des amertumes.

Cet élan qui nous porte, est aussi la résultante des dynamiques conjointes de notre fédération l'Unsa Éducation et de notre union l'Unsa. Toutes les deux, comme nous, sont en progression et laissent à penser que nous incarnons à l'Unsa une offre syndicale attendue de la part les salariés.

En effet, au-delà de nos questions éducatives, c'est la conception même du dialogue social qui est interrogée et par ricochet celle de l'émergence d'une social-démocratie vivante et généreuse dans notre pays. Précisément, un modèle où les organisations syndicales, mais aussi les autres corps intermédiaires, le monde associatif ou mutualiste, portent et mettent en cohérence auprès des pouvoirs publics la parole citoyenne pour qu'elle soit comprise et entendue.

Ce sujet est au cœur des débats politiques du moment quant au degré de proximité qui doit exister entre les citoyens et ceux qui prennent les décisions impactant directement leur vie quotidienne.

Cette aspiration est forte : démocratie participative, Nuit debout, conseils citoyens... sont autant d'initiatives qui sont la preuve des tâtonnements, des réflexions qui agitent les esprits mais pour le moment sans modélisation viable, sauf à verser dans une démagogie populiste aux issues plus qu'incertaines !

Et si tout simplement la solution se trouvait sous nos yeux, en donnant enfin aux corps intermédiaires la place qui devrait être la leur dans un

dispositif démocratique digne de ce nom. Un dispositif qui resterait celui de la représentativité et du mandatement. Celui de la responsabilité assumée et de l'engagement loyal, incompatible avec des postures calibrées et sans surprise. Dans le monde incertain qui se dessine depuis quelque temps, il y a en effet urgence à régénérer notre démocratie.

J'en arrive maintenant à la fin de mon propos. Vous le savez, mon mandat touche à sa fin. C'est mon dernier congrès. Durant ces huit dernières années, vous m'avez accordé votre confiance ainsi qu'à l'équipe nationale qui m'a accompagnée. Au-delà de l'écume des jours, des accrocs du quotidien, c'est, l'innovation, l'inventivité, la professionnalisation et la détermination qui ont fait de cette période un moment d'effervescence passionnante durant laquelle nous avons su bousculer quelques codes, chambouler quelques habitudes et déconstruit quelques idées reçues.

Je l'ai dit, nous nous sommes aussi affirmés pour ce que nous sommes et le contexte nous y a bien aidés.

Ainsi vingt-cinq ans après sa création, notre syndicat, le SE-Unsa, ressemble de plus en plus à ce que ces concepteurs avaient imaginé. Un rassemblement de femmes et d'hommes enseignants, personnels d'éducation et psychologues de statuts différents, du premier et du second degré mélangé, porteur d'un projet commun pour les élèves et les personnels, un projet transversal parce que l'éducation n'est pas une construction qui se découpe en tranches.

Le pari était risqué. Il est en passe d'être gagné. Vous en êtes ici l'expression.

Durant ces années, il aura fallu tenir la barre et garder le cap. Permettez-moi de saluer ici mes prédécesseurs Jean-Claude Barbarant, Hervé Baro et Luc Bérille qui ont successivement incarné et porté ce projet, cette belle idée, alors que les vents n'étaient guère favorables et le ressac puissant. Nous leur devons largement ce que nous sommes devenus et je voudrais ici, en votre nom, les en remercier.

Au fil du temps qui s'écoule, s'écrit l'histoire des hommes, des femmes mais aussi celle des systèmes. Cette question du temps ou plutôt celle de la concordance des temps est une question centrale en éducation... et pas uniquement en grammaire ! En effet, comment concilier le temps politique, court, immédiat, médiatique avec le temps discret et long des apprentissages et de la refondation d'un système complexe ? Il serait temps que cessent ses effets yoyo qui à chaque alternance déchirent ce que la majorité précédente a patiemment construit. Il serait temps de partager le diagnostic porté sur notre École, ses réussites comme ses faiblesses. Il serait surtout temps, de sortir des caricatures grotesques ou des propositions simplistes. Faire croire que l'on règlera les problèmes de l'école en faisant hisser les couleurs à des bambins en uniforme est d'une stupidité sans nom... mais en dit long sur l'indigence de certains discours politiques à moins que ce ne soit la métaphore d'un monde à venir.

Pour ce qui nous concerne, si nous devons revêtir un uniforme ce sera celui de hussards, les hussards bleus de l'Unsa brandissant l'étendard de la République, celle de citoyens libres, éclairés et conquérants.

Bon congrès à toutes et à tous.